

AFRIQUE, ÉVOLUTION POLITIQUE ET DÉVELOPPEMENT: RÉSULTAT D'UN SYSTÈME À GÉOGRAPHIE VARIABLE

AFRICA, POLITICAL EVOLUTION AND DEVELOPMENT: THE RESULT OF A VARIABLE GEOGRAPHY SYSTEM

Tchoudiba Bourdjolbo*

DOI: 10.24193/subbeuropaea.2020.1.11

Published Online: 2020-06-30

Published Print: 2020-06-30

Abstract:

This article analyses the political evolution of Africa and its development through a two-tier schema, on the one hand the image of a clearly advancing Africa, symbol of the new Eldorado, and on the other hand the observation of a system in crisis, the result of a trapped and maintained legacy, characteristic of an entity with variable geography that cannot be apprehended as a single block. A continent with rich potential, it has attracted rivalries since the dawn of time, rivalries that had led to its division in a balance of power dictated by the West. Slavery and colonialism remain the great shocks of its history. Decolonization had been decisive in its political evolution but very early on, the young States came up against harsh realities, spontaneously acquired independence, the consequences of which would influence their political and socio-economic development. It is true that the starting point was the same, but the political choice made by some States had enabled them to make a difference in terms of democracy and economic development, as in the case of Senegal. The authoritarianism established in some countries, such as Chad,

* Géographe, diplômé de l'Université de Ndjamena/Tchad et auditeur de Master en cotutelle de l'Université de Szeged/Hongrie et de l'Université Senghor d'Alexandrie/Egypte en Etudes internationales développement Europe-Afrique. Auteur dans l'ouvrage collective *Le Tchad des Lacs* sur le thème « Végétation pastorale du Fitri, état des lieux et dynamique », auteur du livre *Peuple Moundang du Tchad : Histoire et culture*.

Contact: tbourdjolbo@gmail.com

had led to civil wars and coups d'état that blocked development. It was not until 1990 that the wind of democracy could blow over black Africa with the hope of a better future

Keywords: Africa, authoritarianism, democracy, colonization, Eldorado.

Introduction

Grande était la joie des peuples africains au moment de l'accession de leur pays à l'indépendance. C'était l'espoir d'un avenir radieux après des années de travaux forcés et d'humiliation. Mais très tôt, entre l'ivresse de la liberté et les multiples défis qui se pointaient à l'horizon, la plupart de ces nouveaux Etats, par manque et/ou peu de perspectives de politiques publiques, n'ont pu jeter les bases de véritable Etat-Nations, d'Etats puissants sur un continent potentiellement riche en ressources naturelles, en capital humain et en opportunités, marqué aujourd'hui d'une dynamique politique d'intérêts géostratégiques des grandes puissances mondiales.

Certes, ni les réalités locales ni les dynamiques internes n'ont souvent pas été les mêmes au coup d'envoi des indépendances ; les étapes suivantes de la construction nationale ont été paralysées par des dictatures ou des régimes autoritaires, comme ce fut le cas du Bénin, de la Guinée Conakry ou du Niger. D'autres pays, tels que le Sénégal, ont gardé des systèmes à dominante compétitive et démocratique, avec toute une série d'imperfections inhérentes aux tumultes de la période postcoloniale¹.

En se penchant sur les nombreuses réalités et les défis auxquels l'Afrique fait face : manque criarde des infrastructures (routières, sanitaires, éducatives...) problème d'industrialisation et d'agriculture, problème de mal-gouvernance et de droit de l'Homme, de la démocratie et de la corruption; le bilan de plus d'un demi-siècle d'un système politique émaillé de conflits et de guerres civiles est dégage. Il n'y a pas eu de changement de taille pour ainsi dire des espoirs que les indépendances ont inspiré et fait miroiter. Les politiques de développement n'ont pas servi à grande chose pour la transformation structurelle de l'économie et la réforme politique. Il y a eu plus d'échecs que de réussites même en tenant compte des avancées

¹ Sergiu Mișcoiu, "Etudier les systèmes politiques de l'Afrique francophone" dans Sergiu Mișcoiu Sèdagban Hygin F. Kakaï, Kokou Folly L. Hetcheli (eds.), *Recul démocratique et néo-présidentialisme en Afrique centrale et occidentale*, Iași : Institutul European, 2015, p. 242.

concrètes réalisées par certains pays d'Afrique de l'ouest et australe. Des conflits internes et externes à travers des luttes sans fondements ont soulevé la problématique de l'inefficacité de la politique africaine qui a longtemps souffert d'une invisibilité sur le plan international en termes de résultat.

Les réalités politiques de l'Afrique d'hier et d'aujourd'hui sont disparates et dynamiques et on ne peut pas dans ce cadre, parler d'Afrique comme un bloc uniformisé mais des Etats avec des réalités et évolutions politiques variables et différentes. Il existe certes des réalités communes de l'évolution politique de l'Afrique à travers les héritages communs qui ont jalonné son histoire (esclavage, colonialisme, décolonisation, la naissance des régimes autoritaires, les guerres civiles ou interétatiques, l'amorce de la démocratisation...). Mais il existe bien sûr et surtout des configurations politiques nationales très diversifiées compte tenu de l'évolution politique de chaque pays. *S. MISCOIU et al. (2015)* l'ont souligné à travers le fait qu'au-delà de cette évolution considérable des approches analytiques, les changements proprement dits des sociétés de l'Afrique centrale et occidentale francophone ont été loin d'être linéaires².

Les politiques africaines ont fait face à des problématiques diverses entre les théories traditionalistes et modernistes véhiculées par les institutions internationales et certains Etats puissants d'une part et par les élites africaines d'autre part dont nous allons analyser tout au long de cette étude qui sera axée sur deux points à savoir une analyse de l'évolution politique générale de l'Afrique et l'exemple d'un pays (la République du Tchad) avec un accent particulier sur son évolution politique teintée de beaucoup d'irrégularité. Cette démarche axée en amont sur la généralité et en aval sur le cas pratique d'un pays, permettra de démontrer cette évolution politique à géométrie variable qui caractérise l'Afrique, qui est parfois considérée à tort comme une entité géographique uniforme.

Afrique : situation d'une évolution politique à plusieurs vitesses

La colonisation est une période charnière dans le processus de l'historico-politique de l'Afrique, marquée par plus de quatre siècles d'esclavage qui avait défiguré un continent dont les conséquences vont jalonner et influencer son développement politique et socio-économique.

² *Ibidem.*

Les Etats africains avaient pris forme bien avant les conférences de Berlin (1884-85) qui avaient redessiné les frontières des pays africains qui étaient bien avant l'arrivée des colons, des grands royaumes bien structurés et bien organisés.

De la Conférence de Berlin aux indépendances des années 1960, la colonisation se voulant une mission civilisatrice, selon les propres termes des colons, s'est pourtant caractérisée par la mise en place d'un système de domination politique, militaire et d'exploitation économique ; divisant peuples et communautés pour mieux asseoir sa domination. Symbole à la fois de prélude et conséquence de l'apparition de plusieurs conflits sur le continent africain post colonisation avec la naissance des nationalistes et des sécessionnistes au Cameroun, Congo, Nigeria et un peu partout ailleurs. L'histoire politique de l'Afrique postcoloniale s'est illustrée par de nombreux conflits intra ou interétatiques. Cette situation découle de l'instauration et de l'inadaptation d'un ordre nouveau qui diffère fondamentalement des réalités sociopolitiques africaines³.

La décolonisation en général a été diverse tant dans les formes qu'elle a pris que dans le temps tout comme dans la modalité. Elle va dans son ensemble redessiner les enjeux géopolitiques d'un continent en mal de représentabilité. Des indépendances tantôt pacifiques (Tunisie, Maroc...) tantôt violentes comme le cas de l'Algérie, de l'Angola, de la Guinée-Bissau, du Cameroun, de l'apartheid en Afrique du Sud. Les années 1950-1960 ont été décisives dans l'histoire politique de l'Afrique car la plupart des colonies ont eu leurs indépendances pendant cette période. Les luttes pour les indépendances en Asie et en Algérie ont en quelque sorte servi de leçon aux Métropoles coloniales qui avaient jugé utile de rendre les indépendances aux pays colonisés surtout les colonies françaises et ceci, sans heurt mais en préservant des relations étroites avec ces pays respectifs afin de pouvoir exploiter tranquillement les richesses de ces pays.

Dans le cas des pays de l'Afrique noire, dont la France a joué un rôle d'accompagnateur de ses anciennes colonies dans une voie nouvelle, celle de jeunes pays indépendants dont les défis à relever étaient très nombreuses et les caractéristiques sociales, politiques, économiques et culturelles étaient presque les mêmes dans les Etats africains nouvellement

³ Adoum Souleymane Abdoulaye, "Tchad : des guerres interminables aux conséquences incalculables", in *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2012, pp. 45-55.

indépendants. Tous ces pays avaient presque les mêmes symptômes. Des pays très pauvres et fragiles qui dépendaient de l'aide extérieure surtout de la France qui avait toujours une main mise sur ses anciennes colonies, dénoncée par les activistes africains sur le vocable du néo-colonialisme.

A la fin du système colonial, la paix et la stabilité constituaient deux des principaux enjeux auxquels les pays africains devaient faire face en raison de leur histoire politique et institutionnelle⁴. Mais dès les indépendances, les nouveaux Etats vont se heurter à des difficultés politiques, alimentées par la recrudescence des conflits qui vont retarder le développement du continent pendant des années. Une corrélation forte existe entre le mode de décolonisation et la nature des régimes qui ont immédiatement été installés⁵.

C'est dans ce contexte que les nouveaux Etats en quête de leadership et de volonté d'affirmation sur la scène internationale vont chercher à s'organiser en dehors des deux blocs afin de défendre leurs propres intérêts pour le développement de leurs territoires jugés en retard par rapport aux pays du nord qui composaient les deux blocs et qui animaient le débat des relations internationales dans le monde. La Conférence de Bandung en avril 1955, réunissant les Etats colonisés d'Asie et d'Afrique a posé les fondements d'une lutte politique dans laquelle tous ces pays réunis exigeaient des puissances coloniales, la souveraineté internationale et l'égalité des Nations. Cette Conférence marque un tournant décisif dans le processus de la décolonisation et les orientations politiques après les indépendances. La Conférence de Belgrade en 1961, s'inscrivant aussi dans le contexte de lutte pour l'émancipation des nouveaux Etats, pousse l'ambition en avant en consacrant l'effort de supprimer le grand fossé qui s'était creusé entre les pays du Nord industrialisés et ceux du Sud sous-développés.

Dans cet élan, il faut dire que la décolonisation de l'Afrique noire francophone a été en général plus ou moins rapidement et consenti en dépit de ce que l'on pensait du point de vue de certains activistes qui se préparaient à une lutte acharnée. Cependant, l'équation la plus difficile à

⁴ Mamoudou Gazibo, *L'instabilité en Afrique et ses déterminants, Introduction à la politique africaine*, Presse de l'Universitaire de Montréal, 2018, pp. 117-137

⁵ Mamoudou Gazibo, *L'exercice du pouvoir en Afrique postcoloniale, Introduction à la politique africaine*, Presses de l'Université de Montréal, 2010, pp. 89-116

résoudre était la gestion du legs colonial notamment le modèle d'Etat avec les nombreuses crises politiques qui accompagnèrent les indépendances. A côté des attentes des peuples, nombreuses et pressantes ; des peuples opprimés pendant plusieurs décennies et avides d'une vraie émancipation ; les nouveaux Etats avec à leur tête les jeunes dirigeants étaient aussi confrontés à la pression des occidentaux qui voulaient toujours avoir la main mise sur les richesses africaines. Le lien direct avec les nombreux coups d'Etats militaires et conflits armés qui ont jalonné la vie politique africaine et bouleversé l'ordre institutionnelle et le système politique de ces Etats est de ce fait bien réel. Là où la *décolonisation a été organisée à la hâte*, c'est la question de la gouvernabilité même du pays qui s'est posée, ces pays avaient très vite sombré dans le chaos des conflits armés sans fin. Au Congo, les Belges, n'entrevoiant pas d'indépendance avant 30 ans, n'ont rien préparé, de sorte que, quinze jours après l'indépendance, le pays sombrait dans le chaos⁶.

L'année 1960 représentait pour l'Afrique, l'année de l'émancipation, de la liberté mais les difficultés d'après les indépendances vont plonger les pays dans des crises multiples avec des caractéristiques politiques, économiques, sociales et culturelles atypiques. C'est dans ce sens que Ibrahim Mouiche (2000) présente le diagnostic des années d'après les indépendances en ce terme, « Le départ de l'administration coloniale a posé avec beaucoup d'acuité le problème de l'intégration politique des pays africains qui, dès leur berceau, portaient les stigmates de l'Etat segmentaire ; Etat où généralement, le gouvernement central coexiste avec des unités périphériques et centrifuges de pouvoir sur lesquelles il n'exerce qu'un pouvoir relatif⁷. Après les indépendances, les jeunes Etats ont pris le relais de l'administration coloniale dans une situation de dépendance vis-à-vis de la métropole car l'économie de l'Afrique était basée sur l'exploitation des ressources naturelles et l'aide financière des puissances occidentales était capitale afin de permettre de lancer la machine économique qui souffrait des tares du capitalisme colonial.

⁶ Mamoudou Gazibo, *op.cit.*

⁷Ibrahim Mouiche, *La question nationale, l'ethnicité et l'état en Afrique: Le cas du Cameroun, Verfassung und Recht in Übersee / Law and Politics in Africa, Asia and Latin America*, 2000, pp. 212-233

Entre conflits internes, défis économiques et attentes sociales, une autre des caractéristiques politiques postcoloniales en Afrique se traduisait par le phénomène de l'autoritarisme des dirigeants des jeunes Etats régnant sans partage de pouvoir avec une main de fer. L'imposition d'une terreur qui amena certains à se rebeller comme ce fut le cas au Tchad pendant des décennies. Une jeune République qui oscillait entre dictature et démocratie.

La politique du développement postcoloniale en Afrique a été caractérisée par une désarticulation totale, des mauvais choix politiques ont été faits sous la pression des donateurs sans penser aux conséquences. Les deux grandes puissances ont essayé de léguer leur modèle – V^e République et Westminster – à leurs anciennes colonies et les institutions formelles transférées aux Africains après les indépendances étaient de nature exogène et autoritaire, conçues pour assurer la domination et peu préoccupées par la légitimité⁸.

Les problèmes multiples que rencontre le continent africain depuis les indépendances jusqu'aujourd'hui sont en quelque sorte le résultat de la décolonisation mal préparée. Des problèmes de pauvreté, de guerres civiles et interétatiques, la mal gouvernance, dépendance vis-à-vis de l'Occident, sous-développement, dictatures, instabilités politiques et économiques, manque et/ou faible industrialisation. Les raisons de ces différents conflits sont l'effondrement de l'État, le déclin économique, la culture de violence héritée de l'État colonial et la rareté ou l'abondance des ressources. Les causes secondaires seraient le chômage, le manque d'éducation, la pression démographique, l'instrumentalisation de l'ethnicité, la disponibilité des armes, la faiblesse de la société civile⁹.

Après 1989, les expériences de démocratisation, d'instauration du multipartisme, s'accompagnent de résistances ou d'infléchissements qu'il convient d'analyser, dans un contexte où les États autoritaires sont également fort souvent ce que l'on convient aujourd'hui d'appeler des États fragiles, et où le multipartisme affirmé n'est pas à lui seul garant d'une évolution démocratique harmonieuse, qui en est encore souvent à se chercher¹⁰. L'influence des régimes militaires a été légion à cette période charnière de la politique africaine dans une phase de transition des

⁸ Mamoudou Gazibo, *op.cit.*

⁹ Mamoudou Gazibo, *op.cit.*, p. 5.

¹⁰ Mamoudou Gazibo, *op.cit.*, p.5.

systèmes autoritaires hérités de la colonisation vers une démocratie impulsée par les organisations internationales et les sociétés civiles.

L'héritage du colonialisme sur le plan culturel et religieux a aussi joué un rôle prépondérant dans l'évolution politique de l'Afrique avant et après les indépendances et encore aujourd'hui. Les Etats à dominance musulmane de l'Afrique de l'ouest par exemple ont eu à faire une expérience politique mue par les intérêts religieux en créant des relations politiques avec des Etats musulmans de l'Afrique du nord et du Moyen-Orient sans pour autant se désintéresser de leurs anciennes relations avec l'Occident.

Les caractéristiques communes aux jeunes Etats africains au lendemain des indépendances étaient donc des troubles politiques, des guerres civiles, l'interdiction du multipartisme, des régimes autoritaires civiles ou militaires. Mais quelques décennies plus tard (1990 pour le Tchad par exemple), le vent de la démocratie souffla sur le continent avec l'apparition du multipartisme, de la liberté de presse et la culture des droits de l'homme, de la bonne gouvernance reconnaissant aux peuples le droit d'élire leurs présidents et leurs représentants au parlement même si cela était beaucoup plus dans la forme que dans les faits. C'était quand même une avancée dans cette quête du mieux vivre auquel aspiraient les populations.

Au milieu des années 1990, le pluralisme et l'organisation des élections libres ont permis, dans la plupart des cas, le changement du leadership politique¹¹. Cette évolution des années 1990 aussi marquée par des Conférences nationales souveraines ont permis de jeter les nouvelles bases démocratiques dans les jeunes Etats jusque-là déchirés par des guerres civiles et des régimes autoritaires. Les conférences nationales initiées en Afrique au début des années 1990, à la suite de la chute du mur de Berlin et de l'effondrement des pays communistes de l'ancien bloc de l'Est, ont inauguré la « vague de démocratisation », selon l'expression de Samuel Huntington¹². Elles ont été le point de départ d'une renaissance à l'exemple de la République du Tchad. Débutée le 15 janvier 1993, la

¹¹ Sergiu Mișcoiu, "Etudier les systèmes politiques de l'Afrique francophone" dans Sergiu Mișcoiu Sèdagban Hygin F. Kakaï, Kokou Folly L. Hetcheli (eds.), *Recul démocratique et néo-présidentialisme en Afrique centrale et occidentale*, Iași : Institutul European, 2015, p. 242.

¹² Guèye Babacar, "La démocratie en Afrique : succès et résistances", 2009, *Pouvoirs*, pp. 5-26.

conférence nationale souveraine au Tchad avait vu la participation de toutes les couches socio-politico-économiques dans un élan de la reconstruction de l'Etat, fracassé par presque une décennie de dictature sous le règne de Hissein Habré qui avait dirigé le pays avec une main de fer de 1982-1990.

De l'année 1990 à nos jours, on est passé d'une Afrique des Etats légaux aux Etats de droit garantissant les droits fondamentaux. Ceci a facilité le développement socio-économique de ces dernières années car la stabilité politique dans certains Etats africains a permis de restaurer l'attractivité économiques des Etats et le retour des investisseurs internationaux. Malgré cette évolution politique du système de gouvernance des Etats africains, les léthargies causées par les phénomènes de coups d'Etat accompagnés de guerres civiles, de la corruption, de l'inégale repartitions de la richesse, de l'accapuration de la richesse et de l'appareil de l'Etat par des groupes d'individus au détriment des peuples, ainsi que les fraudes électorales ont continué à gangrener les jeunes appareils de ces Etats respectifs. L'involution a été dans son ensemble, marqué par le fait que, l'État de droit est mis à mal dans certains pays par des velléités de retour à l'autoritarisme et au despotisme ; certaines expériences sont fragilisées par la persistance de conflits armés et des coups d'États, cependant que des élections mal préparées ou manipulées ont fait sombrer plus d'un pays dans la tourmente¹³.

En terme de progrès sur le continent en 60 ans de liberté, on peut se dire que les choses vont tant bien que mal et dans la plus part des cas, on est optimiste et 60 ans n'est pas aussi assez suffisante pour amorcer un vrai développement et le cas de certains pays hors d'Afrique est éloquent dans la mesure où il leur a fallu plus de temps pour se développer tout en sachant que les réalités socio-économiques, culturelles et politiques ne sont pas les mêmes. Des avancées notables ont été faites en Afrique depuis les années 1960 en matière d'éducation, de santé compte tenu de la croissance rapide de la population surtout de la tranche des jeunes de moins de 25 ans qui reste une vraie charge pour le continent. La population de l'Afrique aura doublé d'ici 2050 et, s'élevant à 2 milliards d'habitants, représentera 22 % de la population mondiale (contre 15 % actuellement) et 27 % des

¹³ *Ibidem*.

effectifs auront moins de 15 ans¹⁴. Une politique de rigueur serait à ce niveau une solution, au cas contraire, l'Afrique pourra rater pour la énième fois son envol économique si jamais elle n'arrive pas à profiter de son dividende démographique dans un processus d'industrialisation massive.

L'un des grands défis qui se pose avec acuité est l'augmentation en nombre élevé des jeunes dans un contexte où les Etats africains n'ont pas assez investi dans le développement humain depuis les indépendances notamment ni dans la transformation des matières premières, condition sine qua none de création d'emplois et de développement du secteur privé ni dans l'éducation et la formation professionnelle susceptible d'empêcher la fuite des cerveaux vers l'occident (migration sélective) qui est un manque à gagner réel pour l'Afrique. Ainsi dit, la politique d'une main d'œuvre qualifiée qui appelle plus à des séries de formations dans les domaines techniques, reste la bête noire et nous amène à faire un constat de recul de développement.

La place de la femme depuis quelques années (droit de la femme et égalité de genre) qui a évolué positivement doit aussi être au centre des débats autour de leur autonomisation car la place de la femme dans le développement n'est plus à démontrer pour le développement en Afrique.

On est en train de passer d'un rôle spécifique, une fonction domestique et/ou de maternelle attribué à la femme africaine à un rôle plus englobante, actrice du développement, entrepreneure. Selon les termes propres de Félicia BILGHO qu'identifier la femme comme espoir de l'Afrique, dans un contexte où ce continent confronté à la fois aux tensions politiques et économiques, aux poussées endémiques et épidémiques, est communément admis comme malade, consisterait à postuler l'hypothèse que la femme serait la réponse, à la problématique du développement¹⁵.

Sur le plan juridique, certes il y avait eu de changement formel mais cela ne signifie pas que la colonisation est finie car la portée de changement apporté n'était pas de taille pour permettre de forger une vraie identité nationale basée sur la construction d'un système de gouvernement propre, tourné vers des orientations politiques liées aux besoins des citoyens. Plutôt l'existence d'une soumission à une culture étrangère dont le développement reste tributaire des financements de la communauté

¹⁴Guèye Babacar, *op.cit.*

¹⁵ Félicia Bilgho, *La femme : espoir de l'Afrique.*

internationale et des revenus des matières premières non transformées sur des bases des accords commerciaux bilatéraux ou multilatéraux qui datent de la colonisation. Certains pays occidentaux comme la France privilégie et garde jalousement les anciens liens avec les pays indépendants et cela fait naître des sentiments anti-français dans les mégapoles africaines au sein de la jeunesse et les citoyens. La montée des mouvements de revendication, des activistes partout dans les pays africains et au sein de la diaspora est le résultat d'une prise de conscience de la situation politique, sociale et économique de l'Afrique par la base.

La réforme du franc CFA de la zone de l'UEMOA marque l'évènement politique majeur de l'année 2020 en Afrique de l'Ouest et cela représente une grande avancée dans l'évolution de l'histoire politique de cette région qui est à une phase quelque peu avancée de son intégration en droite ligne avec la grande politique de l'Union-Africaine dans sa quête des Etats-Unis d'Afrique, l'un des projets phares de ses pères fondateurs.

L'Afrique d'aujourd'hui comparativement à celle des années 1960, pèse un peu mieux sur la scène internationale en raison de son potentiel illimité en richesse mais aussi pour l'essor politico-économique de certaines régions à l'exemple de l'Afrique de l'Ouest à travers son projet d'intégration.

Plus de 60 ans plus tard, le bilan reste mitigé même si beaucoup de progrès ont été fait ou sont en train d'être fait. La lutte pour une conclusion parfaite de la situation reste énorme. Dans certains pays de l'Afrique de l'Ouest surtout les pays anglophones, on constate un réel progrès et cela est lié à plusieurs raisons que nous n'ignorons pas, surtout que dans ces pays dont le processus de décolonisation a été réellement accompagné de vrai transfert de compétence et dont les dignes fils de ces pays respectifs ont su très tôt joindre l'utile à l'agréable en enterrant dans les meilleures dispositions, la hache de guerre tout en préconisant la mise en marche d'une démocratie acceptable, dont le résultat se voit aujourd'hui à travers le respect du droit de l'Homme et la bonne gouvernance. Les pays de l'Afrique du nord sortent aussi du lot et aujourd'hui ces pays arabophones dont les indépendances ont été réellement acquises bravement, ont su très tôt, lancer leurs pays sur de bonne base.

Dans les pays francophones surtout en Afrique Centrale ; où les pays ont des indices de développement les plus basses au monde ; ont vu se rajouter sur les anciens défis, des nouveaux, certains de ces Etats dont les indépendances ont été attribuées, ont fait du surplace dans un contexte de développement toujours basé sur les aides étrangères. Les changements apportés depuis les indépendances ne sont pas énormes contrairement aux nouveaux défis qui sont importants et multiples. Le constat est claire, le bilan est négatif pour certains Etats sur le plan politique, économique, social et même culturel. Selon le classement 2018 des pays africains par indice de développement humain (PNUD)¹⁶, le Tchad par exemple classé au 50^e rang (186^e rang mondial), suivi du Soudan du Sud, de la République Centrafricaine et du Niger, reste parmi les indices les plus bas au monde, inchangé depuis des décennies. Cela montre le caractère involutif de certains pays africains surtout ceux de l'Afrique francophone.

Il ressort de cette analyse que les indépendances par leur forme attribuée n'ont pas été une réussite mais non plus un total échec, syndrome d'une décolonisation ratée ou inachevée. La fermeture de ce chapitre tonitruant nécessite de briser les chaînes du néocolonialisme en rompant les logiques du développement et de la gouvernance qui caractérisent nos Etats à travers les modes d'exploitation des richesses naturelles de ces pays sans une transformation surplace, du moins d'une petite partie.

Les nouveaux défis auxquels font face les pays d'Afrique francophone sont nombreux et s'ajoutent à ceux déjà existant et n'ayant pas été résolus. La question de droit de l'homme, de la démocratie, de la corruption, du népotisme, de l'autoritarisme qui se traduisent par des exemples précis à travers des détournements de fonds publics, des fraudes électorales à répétition, de changement de la constitution pour des fins personnels justement de se maintenir au pouvoir, l'utilisation de l'appareil de l'Etat pour des fins personnels, la répressions des libertés et le musèlement de la presse, de la société civile...

Les facteurs exogènes comme le changement climatique (la péjoration du système climatique et la recrudescence de l'extrémisme violent (Boko-haram) dans le bassin du Lac-Tchad et le Sahel en général viennent se rajouter et compliquer les tâches. Les tâches politiques

¹⁶ <https://www.agencecofin.com/economie/1709-60037-classement-2018-des-pays-africains-par-indice-de-developpement-humain-pnud>, 19 mai 2020

deviennent de plus en plus compliquées pour la simple raison que le maintien de la sécurité dans ce cas de figure devient plus cher et appelle à une politique plus globale à travers la Sous-Région dont les pays qui font face à l'extrémisme violent n'ont pas assez de moyen pour éradiquer cette menace qui a de lourdes conséquences sur le développement.

Après plus d'un demi-siècle, beaucoup reste à faire, les réformes économiques et politiques sont nécessaires et immédiates pour pouvoir répondre aux besoins d'une jeunesse qui d'ici 2050 sera la plus grande en nombre au monde car l'Afrique d'aujourd'hui a la croissance démographique la plus rapide de tous les continents (2,6 % en croissance annuelle durant la période 1975-2009, contre 1,7 % pour l'Asie par exemple)... la population africaine, très jeune (avec 40 % de moins de 15 ans), est marquée par une forte fécondité (4,6 enfants en moyenne par femme) et une mortalité élevée (espérance de vie à la naissance de 54 ans)¹⁷.

Les défis sont nombreux et les responsabilités sont partagées. Les solutions apportées pour répondre aux différents problèmes politiques auxquels les Etats africains font face depuis les indépendances sont dans l'ensemble démesurées ou bien peu performantes, en déphasage réel avec la réalité. Les caractéristiques des défis sont presque les mêmes dans ces pays et ceci depuis les indépendances. Les politiques et programmes des gouvernements dans ces pays africains n'ont d'impacts réels en terme de solution aux problèmes parce que ceux-ci sont construits et montés en contradiction avec les besoins réels du peuple, les moyens et les modalités d'exécution. Mais plutôt dans un élan de mimétisme négatif qu'il est à considérer à juste titre comme un danger pour le développement de l'Afrique. Et, c'est l'une des raisons pour lesquelles les problèmes de développement dans certains pays d'Afrique francophone restent les mêmes depuis les indépendances jusqu'à nos jours, faisant ainsi fuir les jeunes intellectuels vers l'occident et rajoutant par la même occasion un autre défis qui est celui de la fuite des cerveaux vers l'occident. Des personnes qui sont censés prendre la relève sont obligées de partir développer un autre continent au détriment de leur.

¹⁷ Nations-Unies, (2009), "Démographie et développement en Afrique : éléments rétrospectifs et prospectifs," in *Cahiers québécois de démographie*, 2011, pp. 331-364

L'un des progrès le plus important aujourd'hui en Afrique est le fait qu'elle dispose des instance régionale et sous régionale de prise de décision comme le montre l'Union Africaine avec son projet phare de zone de libre-échange africain (Zlecaf) qui concernera toute l'Afrique et qui promeut un avenir meilleur. Un projet mis sur pieds depuis 1963 avec la naissance de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) et cela témoigne la volonté politique et économique de l'Afrique dans un monde globalisé. Le NEPAD (Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique), a pour mission de mettre en place les stratégies de développement de l'Agenda 2063 qui est le plan directeur du développement inclusif et durable de l'Afrique mise en place par l'Union Africaine dans sa politique de gouvernance continentale.

L'Afrique d'aujourd'hui est dans une dynamique positive que cela soit au niveau des Etats, au niveau sous régionale que régionale et cela implique des politiques individuelles et collectives. L'Union Africaine a fait des avancées conséquentes mais pour être à la hauteur de sa politique, elle doit amorcer une réforme générale de son système de gestion et de gouvernance qui lui permettra de se prendre en charge et de financer durablement sans contrainte les projets et programmes de développement sur son sol. Car l'un des défis de cette organisation continentale demeure sa prise en charge à travers ses propres initiatives afin de pouvoir juguler le défis sécuritaires qui fait face l'Afrique.

L'Afrique en général n'est pas encore maitresse de son destin politique avec moins d'impact sur la scène internationale. Elle devrait peser plus si un pays africain à l'exemple du Nigeria, de l'Afrique du sud ou de l'Egypte arrive à briguer un siège permanent au Conseil de Sécurité des Nations-Unies.

La République du Tchad, symbole d'une démocratie balbutiante

La première mention du nom Tchad date de 1800, et ce n'est qu'en 1823 que les rives du lac Tchad étaient atteintes par les premiers Européens¹⁸. La forme actuelle du Tchad est le résultat de la colonisation

¹⁸Zakinet Dangbet, *Des transhumants entre alliances et conflits, les Arabes du Batha (Tchad) :1635-2012*, Thèse de doctorat, Aix-Marseille Université, Institut des Mondes Africains, 2015, p. 470

française dont le point de départ se situe au 22 avril 1900, date marquant la fin du grand combat qui opposa les troupes françaises dirigées par le Commandant Lamy à ceux de Rabat Fadlallah. Il était l'un des lieutenants de Zobeir Pacha, un grand chasseur d'esclaves depuis l'ouverture du Soudan à ce commerce. Après la mort de Zobeir Pacha, puis de son successeur Souleyman dans une guerre avec l'armée égyptienne, Rabah reprit environ 600 soldats et se lança à la conquête du Sud du Tchad¹⁹ et selon les sources écrites, pendant les grandes confrontations contre les troupes françaises, sa troupe était estimée à plus de 12000 hommes²⁰. Ce dernier avait réservé une farouche résistance aux conquérants français à travers des luttes acharnées corroborant la thèse selon laquelle, la conquête de l'Afrique a été faite sur le papier mais sur le terrain, ils s'étaient heurtés à des résistances terribles. Avant cette date, le Tchad actuel était divisé en de grands royaumes dont les plus connus sont le royaume du Kanem-Bornou, du Ouaddai, du Baguirmi et les chefferies Moundang de Lere, le Mbang de Bedaya et le Wan-doré de Fianga qui ont aussi réservé de façon dispersée, une résistance à la conquête française mais finiront par capituler sous la force de feu des français.

La position du Tchad au centre de l'Afrique et très vaste en superficie (1 284 000 km²), lui confère par la force des circonstances une position géostratégique très importante pour le contrôle des échanges commerciaux et la défense des empires coloniaux. L'importance géostratégique de l'espace de Toumaï fut attestée depuis 1892 lors que E. Etienne, président du comité d'Afrique française déclarait : « Le Lac Tchad, ce point central, est l'objet de tant de convoitises parce que celui qui le possédera sera le maître de l'intérieur de l'Afrique »²¹. D'ailleurs c'est dans l'optique de rallier l'Afrique de l'Ouest à l'Afrique du Nord que les troupes françaises se sont convergeaient vers Koussiri afin d'en découdre avec Rabat. L'immensité de ses terres agricoles très fertiles accompagnée de ressources minières diverses vont faire l'objet d'une convoitise très tôt par les conquérants français. Le coton sera introduit par la force en 1920 par ces derniers d'où naquit le terme de « Tchad utile » en opposition au nord du pays, désertique couvrant plus de 2/3 de la superficie du pays. Cette

¹⁹ *Ibidem.*

²⁰ *Ibidem.*

²¹ Adoum Souleymane Abdoulaye, *op. cit.*, p.5.

opposition Nord-Sud qui résume la géopolitique interne tchadienne décrite par Magrin (2008), héritée de la colonisation et forgée de toute pièce fera l'objet plus tard d'une source intarissable de conflits entre la partie nord et sud du pays, des conflits qui vont perdurer et contribuer à des guerres civiles dont la plus importante demeure celle de 1979 qui embrasa tout le pays, frappé en même temps par les épisodes de sècheresses des années 1970-80 ayant touché tous les pays du Sahara sans pour autant oublier les conséquences économiques des ajustements structurels imposés par le Fond Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale.

Protectorat français en 1900, le Tchad deviendra officiellement une colonie de l'Afrique Equatoriale Française (AEF) en 1920 et par l'entremise de Felix Eboué qui était gouverneur du Tchad à l'époque, il était le premier pays à répondre à l'appel du général De Gaulle, le 27 août 1940 et deviendra par la même occasion le territoire de la France libre. Par ce geste, celui de répondre favorablement à l'appel du général De Gaulle, le Tchad a joué un rôle très important au côté de la France pendant la deuxième guerre mondiale pour la victoire de la France sur l'Allemagne.

La France a juste fait un geste symbolique en octroyant aux africains quelques petits droits et cela découlait de la promesse du général De Gaulle faite aux africains contre leur participation à la guerre aux côtés de la France. Chose faite, la France organisera la conférence de Brazzaville en 1944 qui dans l'ensemble n'avait rien changé, juste quelques recommandations excluant toute idée d'autonomie, l'évolution politique était possible rien qu'en étroite collaboration avec la France. En 1946, l'abolition du code de l'indigénat marqua le début du processus de l'émancipation des peuples colonisés par la France dont le Tchad. Cette mesure consacrait la reconnaissance des africains en tant que citoyens avec l'acquisition des droits syndicaux.

Le processus de la décolonisation était ainsi déclenché dans les colonies françaises pour enfin aboutirent dans les années 1960 aux pseudo-indépendances attribuées par la France aux pays africains. L'évolution politique du Tchad débute à cette période avec tous ses problèmes qui perdurent jusqu'aujourd'hui dans une situation de frein au développement socio-économique et politique. Déjà avec le projet de la constitution du nouvel Etat qui souffrait de beaucoup d'insuffisance notamment à cause du temps imparti aux membres du parlement soit moins de trois mois pour

son étude et son adoption et aussi du simple fait qu'au sein de l'assemblée parmi les députés, il y avait eu un nombre important des étrangers, des français. Cela nous amène à critiquer la position de ces derniers sur la question de la mise en place d'une constitution qui est dans la norme des choses, la colonne vertébrale d'une nation.

La république du Tchad a été proclamée par une assemblée qui avait du mal à s'unir autour d'un projet qui nécessitait une union sacrée des frères tchadiens. Et déjà à cette période, tout laissait à entrevoir que parmi les députés, il y avait une mésentente qui par la suite, après la proclamation de l'indépendance, allait plonger le pays dans une instabilité politique totale. Car en une période record de 16 décembre 1958 au 31 mai 1959 ; soit quatre mois à peine, quatre gouverneurs se sont succédé à la tête du pays. Aussi au début, les élites n'avaient pas pu s'unir autour d'un fort projet de société dans l'optique de la construction de l'unité nationale pour un meilleur avenir. Le monopartisme symbole de l'autoritarisme a été instauré très tôt par François Ngarta Tombalbaye, le premier président de la République en 1962 sous l'effigie du parti unique, le Parti Progressiste Tchadien (PPT). Un mimétisme négatif calqué sur le modèle des systèmes autoritaires, auréolé d'abus de pouvoir qui finira par plonger le pays dans le cycle de guerres civiles ayant pour résultat aujourd'hui, la situation conflictuelle que connaît le pays et qui bloque son développement.

Le Tchad piégé dans un jeu d'acteurs depuis la période d'esclavage transsaharien dont le rapport de force a été dominé de prime à bord par le grand nord de puissants royaumes islamisés, esclavagistes sur le grand sud, chrétiens, animiste et grands agriculteurs, razié par ces derniers. Ce rapport de force a été modifié avec la colonisation, cette fois-ci la domination du sud sur le nord et ceci jusqu'à l'indépendance où un fils du sud sera élu premier président de la République. C'est dans ce contexte que le décor de conflits entre nord-sud a été installé, marqué par l'apparition du FROLINAT (Front de Libération Nationale) qui va remettre le pouvoir au nord par un coup d'Etat militaire. Une illustration qui peint la situation de conflit permanent aujourd'hui qui a certes changé de physionomie (conflit nord-nord) auréolée de plusieurs coups d'Etat qui a d'ailleurs apporté l'actuel chef d'Etat au pouvoir.

On comprend ici clairement que, les dirigeants qui se sont succédé à la tête du pays, n'ont pas eu le privilège de mettre en marche la machine de

l'Etat comme cela a pu se faire dans certains pays dont les dirigeants avaient pour souci principal, la construction d'un Etat-nation. Le jalon a été fondé sur un égoïsme avéré qui a compromis le développement du pays. Si dans le passé, l'histoire a lourdement pesé sur les origines et la pérennité des guerres civiles qu'a connues le Tchad, aujourd'hui, nombre de Tchadiens ont pris conscience que ce sont les cadres qui sont responsables des divisions. Ce sont surtout les politiciens qui entretiennent ou forment les conflits de tribus et de régions pour des profits personnels²². La preuve est là encore aujourd'hui si nous observons bien le Tchad profond qui parfois somnole dans un élan de division basée sur des divergences tantôt intrinsèques (appartenance ethnique, culturelle...) tantôt extrinsèques (appartenance religieuse, politique...). La construction de l'Etat tchadien depuis son indépendance a fait face à d'innombrables problèmes socio-politiques liés aux multiples désaccords entre les élites qui ont drainé derrière elles des communautés. En conséquences l'image du pays est décrédibilisée au sein de la Communauté internationale et aussi à l'intérieur du pays. Les problèmes ont existé depuis la naissance de l'Etat tchadien avec l'éternel conflit qui continu jusqu'aujourd'hui lié aux dissensions internes entre ses propres fils issus des différentes régions du pays manipulés et équipés par des forces étrangères. Tout laisse en effet à penser que l'intervention de l'ancienne puissance coloniale a été décisive dans l'issue des combats, laissant entière la question de la normalisation d'une politique africaine protégeant des régimes non démocratiques²³.

L'insuffisance sur le plan de développement et de l'amélioration de la condition de vie du pays résulte aussi de cette situation chaotique qui naquit depuis la nuit de l'indépendance et qui perdurent jusqu'aujourd'hui dans un climat d'apaisement d'une part et de situation de conflit armé d'autre part sans oublier le fait que depuis son indépendance, le Tchad a fait l'objet de guerre civile et des coups d'Etat, qui ont été le seul moyen efficace pour briguer la magistrature suprême. Le dernier coup d'Etat date encore du 1^{er} décembre 1990 qui porta l'actuel président de la République Idriss Deby Itno au pouvoir en renversement du dictateur Hissein Habré dans une allure de liberté qui par la suite sera aussi mitigé et critiqué d'où le terme recul démocratique utilisé par S. MISCOIU et ses collègues (2015),

²² Adoum Souleymane Abdoulaye, *op. cit.*, p.2.

²³ Géraud Magrin (2008), *Tchad 2008 : Géographie d'une guerre ordinaire*, 2008, p.17.

trouve tout son sens dans un pays dont l'évolution politique, patauge entre autoritarisme et démocratie. De la démocratie à reculons, l'on pratique une personnalisation du pouvoir politique au sein de régimes démocratiques²⁴.

Ainsi on peut dire avec beaucoup d'aisance que, le plus grand obstacle au développement du Tchad se trouve dans le fait que depuis la naissance de l'Etat tchadien, les leaders n'ont pas pu mettre sur pieds, une bonne politique de l'Etat-nation qui devait permettre d'asseoir une unité nationale sans parti-pris au détriment du phénomène de division ethnique qui s'était installé et dont les responsables en chef se recrutent entre l'ancien colonisateur, les dirigeants et les différents leaders sans pour n'autant pas oublier le manque de patriotisme de populations victimes des manipulations honteuses.

Le constat est clair, les guerres civiles et les coups d'Etat répétitifs ont hypothéqué la chance d'un Tchad meilleur. Sur 50 années d'indépendance, le Tchad a connu 45 ans de conflits armés, ponctués de coups d'État et d'interventions de l'armée française²⁵ et sur les 75 à 80 conflits recensés à travers le monde depuis 1945, on dénombre une quarantaine de guerres civiles en Afrique dont certaines ont été extrêmement longues comme celles du Tchad. Ce pays, après 42 ans de guerres civiles, est cité parmi les pays africains les plus ravagés par les conflits politiques violents²⁶. Des conflits qui perdurent et qui se transforment aujourd'hui en des conflits dont les typologies ne diffèrent pas trop des conflits classiques nord-sud mais plutôt entre éleveurs-cultivateurs. Un conflit qui est fait pour durer vu son contexte et dont les caractéristiques ne divergent pas trop des anciens conflits. Avec un léger déplacement d'aire géographique, ce sont des conflits qui opposent des éleveurs venus du nord islamisés lourdement armés aux cultivateurs du sud chrétiens en grande partie mais aussi animistes. Un conflit avec des conséquences lourdes, entretenues par le régime en place compte tenu du fait que les propriétaires des bétails se recrutent entre les généraux et les

²⁴Sergiu Mișcoiu, "Etudier les systèmes politiques de l'Afrique francophone" dans Sergiu Mișcoiu Sédagban Hygin F. Kakaï, Kokou Folly L. Hetcheli (eds.), *Recul démocratique et néo-présidentialisme en Afrique centrale et occidentale*, Iași : Institutul European, 2015, p. 242.

²⁵ <http://www.rfi.fr/fr/afrique/20100810-chronologie-tchad-independant> consulté le 05/03/2020

²⁶ Adoum Souleymane Abdoulaye, *op.cit.*, p.5.

hauts cadres du pays. Ce nouveau type de conflit, qui vient se greffer sur l'ancien, risque de perdurer et de contaminer la sous-région. C'est un conflit de demain et le glas est sonné dans un pays meurtri par 30 ans de gestion controversée.

A la sortie de la colonisation, le Tchad était au même niveau de développement que les pays voisins mais certainement à cause des guerres ouvertes ici et là cela ont fait reculer le pays pourtant riche en ressources naturelles. La courte stabilité du pays a été avantageux pour le climat des affaires, elle a facilité le progrès dans plusieurs domaines et avec l'entrée du Tchad dans la liste des pays producteurs de pétrole depuis 2003, le pays a fait un bon conséquent en terme développement mais malgré cela, il demeure l'un des pays les plus corrompu au monde et se trouve toujours au peloton des pays les plus pauvres au monde. Les gouvernements qui se sont constitués après les événements malheureux du 12 février n'ont fait qu'exacerber les clivages politiques et identitaires au sein de la communauté tchadienne. Du président Goukouni Weddeye en passant par Hissein Habré jusqu'à Idriss Déby Itno, la gestion politique et administrative du pays se trouve confisquée entre les mains d'un clan, celui du président en exercice²⁷.

L'évolution politique du Tchad est beaucoup plus marquée au début par des régimes autoritaires ayant provoqué de multiples coups d'Etat et de guerres civiles, paralysant le pays pendant des années. La démocratie arrive en 1990 au Tchad comme le cas de certains pays africains.

Cette démocratie balbutiante par son caractère instable s'explique aussi par le fait que la constitution a été modifiée plusieurs fois afin de permettre à l'actuel président qui déjà, a brigué 5 mandats et cumule 30 ans pouvoir, de se présenter aux nouvelles élections, en les remportant à chaque fois dans un climat de contestation et de boycotté par l'opposition et la société civile.

Tout est parti du referendum du 6 juin 2005 ayant acté la modification de la constitution sur plusieurs lignes mais l'aspect le plus visé était la modification de l'article 61 de la constitution sur la limitation du mandant à 2 fois. Désormais, le président a la possibilité de se présenter plus de deux fois. La constitution de 1996, a été remplacée en 2018 par la

²⁷Adoum Souleymane Abdoulaye, *op.cit.*, p.5.

Quatrième République qui accorde encore une fois de plus un pouvoir renforcé au Chef de l'État en supprimant le poste de premier ministre.

Nous constatons à travers cette analyse que la démocratie tchadienne est loin d'être satisfaisante. Critiquée dans son ensemble par les sociétés civiles, elle reste très fragile dans une situation de crise perpétuelle et éminente. Mais cela n'a pas empêché le Tchad de mener des interventions militaires depuis des années dans plusieurs pays d'Afrique et ceci dans un contexte de lutte contre le terrorisme. Présent au Mali depuis 2013, il participe également avec la Mauritanie, le Mali, le Burkina-Faso et le Niger à la lutte contre le terrorisme au Sahel dans un cadre plus global de la Force de G5 Sahel. Pour la même raison, il a aussi déployé sa force armée au Cameroun, au Niger et au Nigeria dans l'optique toujours de lutter contre le terrorisme qui devient un défis sécuritaire majeur dans la sous-région et il est accompagné dans ses interventions par l'appui matériels et techniques des pays comme les Etats-Unis et la France qui ont maintenu des relations stratégiques avec ce dernier dans le cadre de l'assurance de la sécurité dans la sous-région dont les contours restent flous.

L'Afrique en général et le Tchad en particulier, reste le seul continent au monde a adopté de système politique totalement venu de l'extérieur et en l'accommodant à sa réalité. Cette manière de superposer l'héritage politique coloniale se traduit par de régime forte mais peu démocratique. Politiquement, l'Etat se dota au lendemain de l'indépendance de régime autoritaire bien différent des démocraties occidentales. C'est en quelque sorte un système politique hybride qui combine l'autoritarisme et démocratie avec certes, l'organisation des élections mais sans pour autant changer la donne. Parmi les Etats ayant mis en place des démocraties ouvertes et complétives en Afrique par Cheeseman (2015)²⁸, on trouve les pays comme le Botswana, le Bénin, le Ghana, le Sénégal et l'Afrique du Sud mais aucun pays d'Afrique centrale à l'exemple du Tchad qui selon l'approche de Élise Dufief²⁹, ressemble au cas de certains pays de l'Afrique de l'Est qui montre que ces efforts d'ancrage de la démocratie par le biais de changements constitutionnels associés à la mise en place d'institutions et de processus électoraux « justes

²⁸ Fouéré Marie-Aude, Maupeu Hervé, "Une nouvelle Afrique de l'Est ? Introduction thématique", in *Afrique contemporaine*, 2015, pp. 13-35.

²⁹ *Ibidem*.

et transparents » – selon les critères internationaux utilisés – peuvent être habilement utilisés par les dirigeants et les partis politiques au pouvoir pour maintenir ou renforcer leur position, bloquant ainsi le renouvellement de la classe politique.

Conclusion

Eldorado du XXI^e siècle, une nouvelle Afrique se dessine au vu de multiples transformations politique et économique notamment sur les choix politiques et les orientations géopolitiques pris au niveau continental d'une part et au niveau national d'autre part. D'une manière succincte, on peut résumer l'analyse de l'évolution politique de l'Afrique d'hier à aujourd'hui sur trois points essentiels : Les régimes politiques autoritaires qui se sont instaurés dès le début des indépendances, les années 1990 marquant le renversement des régimes dictatoriaux et l'avènement de la démocratie (avec plusieurs vagues) couplée des réformes constitutionnelles et l'arrimage à la politique de bonne gouvernance et du respect de droit de l'homme tout en accordant une place importante aux sociétés civiles, que tous les pays africains semblent aujourd'hui adopter faisant de certains entre eux, des Etas émergents et ceci sur le plan politique que économique.

Néanmoins, entre continuité et changement, l'Afrique est dans une dynamique positive certes mais le chemin à parcourir reste semé d'embûches, l'Afrique au sud du Sahara ne progresse que lentement et la productivité du travail est toujours faible à cause du manque d'efficacité dans l'affectation des ressources à toutes les échelles. Le redressement politique et économique du continent se poursuit lentement dans un contexte de développement qui varie d'un pays à un autre. Cela est un bon signe pour l'avenir d'un monde meilleur même si le bout du tunnel est encore loin. Les signes de cette Afrique à deux vitesses, d'un côté le progrès et l'autre la stagnation ou pire encore le recul, montre une évolution en rang dispersé qui nécessite de sacrifices sur le plan panafricain, longtemps considéré comme la meilleur solution par ses paires mais qui tarde à se concrétiser à cause de manque de volonté de certains dirigeants.

Bibliographie :

Adoum Souleymane Abdoulaye (2012), "Tchad : des guerres interminables aux conséquences incalculables", Guerres mondiales et conflits

- contemporains, (n° 248), 45-55. <https://www.cairn.info/revue-guerres-mondiales-et-conflits-contemporains-2012-4-page-45.htm>, 25 juin 2020
- Adoum Souleymane Abdoulaye (2012), "Tchad : des guerres interminables aux conséquences incalculables", *Guerres mondiales et conflits contemporains*, (n° 248), 45-55. <https://www.cairn.info/revue-guerres-mondiales-et-conflits-contemporains-2012-4-page-45.htm>, 25 juin 2020
- Félicia Bilgho, La femme : espoir de l'Afrique, Réseau international francophone pour l'égalité des femmes et des hommes dans le développement. <https://www.genreenaction.net/La-femme-espoir-de-l-Afrique.html>, 15 juin 2020
- Fouéré Marie-Aude, Maupeu Hervé (2015), "Une nouvelle Afrique de l'Est ? Introduction thématique", *Afrique contemporaine*, (n° 253), 13-35. <https://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2015-1-page-13.htm>, 24 juin 2020
- Géraud Magrin (2008), Tchad 2008 : Géographie d'une guerre ordinaire <https://journals.openedition.org/echogeo/2249>, 20 juin 2020
- Guèye Babacar (2009), "La démocratie en Afrique : succès et résistances", *Pouvoirs*, (n° 129), 5-26. <https://www.cairn.info/revue-pouvoirs-2009-2-page-5.htm>, 20 mai 2020
- Ibrahim Mouiche (2000), La question nationale, l'ethnicité et l'état en Afrique: Le cas du Cameroun, *Verfassung und Recht in Übersee / Law and Politics in Africa, Asia and Latin America* Vol. 33, No. 2 (2000), 212-233 <https://www.jstor.org/stable/43238845>, 10 mai 2020
- Mamoudou Gazibo (2010), L'exercice du pouvoir en Afrique postcoloniale, Introduction à la politique africaine, Presses de l'Université de Montréal, pp.89-116 <https://books.openedition.org/pum/6383?lang=en>, 19 mai 2020
- Mamoudou Gazibo (2018), L'instabilité en Afrique et ses déterminants, Introduction à la politique africaine, Presse de l'Universitaire de Montréal pp. 117-137 <https://books.openedition.org/pum/6384?lang=en>, 19 mai 2020
- Nations-Unies (2009), Démographie et développement en Afrique : éléments rétrospectifs et prospectifs, An article of the journal *Cahiers québécois de démographie*, 2011, 331-364 <https://www.erudit.org/en/journals/cqd/2011-v40-n2-cqd0166/1011544ar/>, 19 mai 2020
- PNUD (2018), Classement des pays africains par indice de développement humain. <https://www.agencecofin.com/economie/1709-60037-classement->

[2018-des-pays-africains-par-indice-de-developpement-humain-pnud, 19 mai 2020](#)

Sergiu Mişcoiu (2015), "Etudier les systèmes politiques de l'Afrique francophone" dans Sergiu Mişcoiu, Sèdagban Hygin F. Kakaï, Kokou Folly L. Hetcheli, (eds.), *Recul démocratique et néo-présidentialisme en Afrique centrale et occidentale*, Iaşi : Institutul European, p. 242

Zakinet Dangbet (2015), *Des transhumants entre alliances et conflits, les Arabes du Batha (Tchad) :1635-2012*, Thèse de doctorat, Aix-Marseille Université, Institut des Mondes Africains (IMAF, CNRS – UMR 8171, IRD – UMR 243, p. 470 in Caron Louis, *A la naissance du Tchad, 1903-1913*, Paris, SEPIA-P.M.C.T, 2001.